

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 21 MARS 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt et un mars à 19h30, le Conseil municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Antoine DESFORGES, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 29

Date de convocation du Conseil Municipal : 15 mars 2022

PRÉSENTS : M. Antoine DESFORGES, Mme Cécile DURAND, M. Laurent BÉGON-MARGERIDON, Mme Valérie DUPOUYET-BOURDUGE, M. Jean-Yves GALVAING, Mme Eva CUBIZOLLES, M. Gilles PAULET, M. Bernard BRUN, Mme Patricia CHAPUT, Mme Élodie PINEAU, Mme Delphine COUSINIÉ, Mme Danielle VASSON, Mme Annie SEYS, M. Jean-Paul ALARY, M. Axel WIMMEL, M. Stéphane MAURY, Mme Cendrine CHARBONNIER, M. Robert DELABRE, Mme Audrey GRANET, M. Thomas HEYRAUD, Mme Stéphanie PICARD, M. Paul BRAULT, M. Dominique SCALMANA, Mme Catherine DAFFIX-RAYNAUD, M. Jean-François BLANC, M. Pierre SECRÉTANT;

ABSENTS AYANT DONNÉ PROCURATION : M. Cyrille FAYOLLE à M. Gilles PAULET, M. Jean Claude ARESTÉ à Mme Cécile DURAND, Mme Catherine FROMAGE à Mme Audrey GRANET;

SECRETAIRE DE SÉANCE : M. Thomas HEYRAUD.

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer valablement.

▶ **Approbation du procès-verbal de la séance du 23 février 2022**

N° 020/2022 Compte-rendu des décisions du maire en vertu des articles L.2122-22 et L.2122-23 du CGCT

▶ **Communications du Maire**

I – FINANCES

- N° 021/2022** Compte administratif 2021 et affectation résultat - Budget Général
- N° 022/2022** Compte de gestion 2021 - Budget Général
- N° 023/2022** Compte administratif 2021- budget restaurant le Comptoir de la Colombe
- N° 024/2022** Compte de gestion 2021 - Budget restaurant le Comptoir de la Colombe
- N° 025/2022** Rapport et Débat d'Orientation Budgétaire 2022
- N° 026/2022** Adhésion à l'Aduhme avec Mond'Arverne

III. ACQUISITION et CESSION de BIENS

- N° 027/2022** Acquisition parcelle pour alignement rue de Vignolat

IV- VRD – URBANISME – EQUIPEMENTS

- N° 028/2022** SIEG : complément réfection d'éclairage public terrain d'entraînement de football

V – QUESTIONS DIVERSES

Le procès-verbal de la séance du 23 février est adopté.

► **Communications du Maire**

Le service carte d'identité et passeport a commencé le 9 mars, les créneaux se remplissent, c'est un bon début.

L'homologation de la Maison France Services est prévue en fin de semaine avec la présence du sous-préfet d'Ambert, les travaux ont été réceptionnés ce jour.

N°020/2022 : Compte rendu des décisions du Maire

Monsieur le Maire rend compte au Conseil Municipal des décisions prises par délégation en application de la délibération du 23 mai 2020 conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales :

La décision n° 017/2022 du 03 mars 2022, décidant l'octroi d'une ligne de trésorerie de 300 000 € auprès du Crédit Agricole

Antoine DESFORGES, Maire de la Commune de VIC LE COMTE,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 23 Mai 2020 portant délégation du Conseil Municipal au Maire en vue de procéder aux emprunts destinés au financement des dépenses prévues au Budget communal, conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les résultats de la consultation lancée 22 Février 2022 auprès de la Caisse d'Epargne, du Crédit Mutuel Massif Central et du Crédit Agricole Centre France ;

Considérant que la proposition du Crédit Agricole est la mieux disante ;

DECIDE :

- **de retenir la proposition de ligne de trésorerie du Crédit Agricole (Agence de Clermont-Fd) présentant les caractéristiques suivantes :**
Montant : 300 000 €
Durée : 12 mois
Taux d'intérêt : fixe 0,35 %
Taux de référence : Euribor 3 mois
Commission d'engagement : 450 €

La décision n° 018/2022 du 07 mars 2022, décidant l'avenant au marché de travaux « Aménagement d'une Maison France Services »

Antoine DESFORGES, Maire de la Commune de VIC LE COMTE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121-29 ;

Vu la délibération n°006/2021, en date du 1^{er} février 2021, approuvant le plan de financement prévisionnel et demandes de subventions pour la création d'une Maison France Services ;

Vu la consultation d'entreprises et l'analyse des offres réalisées par l'agence BAK Architectes, maître d'œuvre sur cette opération ;

Considérant que les offres des entreprises suivantes ont été le mieux classées sur leurs lots respectifs :

LOT	TRAVAUX	Entreprise	Adresse	Prix en € HT
1	Gros Œuvre	KALIT	ISSOIRE	8 865,30 €
2	Plomberie	GIRON	VIC-LE-COMTE	4 236,76 €
3	Carrelage	KALIT	ISSOIRE	7 722,15 €
4	Plâtrerie Peinture	ALEX BALZARINI	ISSOIRE	17 125,00 €
5	Electricité	GIRON	VIC-LE-COMTE	11 080,45 €
6	Menuiseries BOIS	VACHER	ISSOIRE	12 090,40 €
TOTAL				61 120,06 €
			Soit montant total TTC	73 344,07 €

Vu l'avis favorable de la commission d'appel d'offres en date du 3 février 2022 consultée dans le cadre des avenants nécessaires pour la réalisation de travaux supplémentaires ;

Considérant que les lots concernés par ces avenants sont :

- **Lot n°1 Gros œuvre** :

Plus-value n°1 : suppression seuil porte sortie secours accessoire (côté médiathèque) : + 1 637,50 € HT

Plus-value n°2 : création ouverture entre France Services et Agence Postale Communale avec rampe accès PMR : + 3 100,00 € HT

Soit une augmentation de 4 737,50 € HT

- **Lot n°2 Plomberie** :

Plus-value n°1 : mise à jour des quantités pour VMC de la salle voutée Agence Postale Communale : + 891,79 € HT

Soit une augmentation de 891,79 € HT

- **Lot n°3 Carrelage** :

Plus-value n°1 : dépose carrelage existant WC PMR pour éviter une surépaisseur (seuil porte) : + 513,53 € HT

Soit une augmentation de 513,53 € HT

Après conclusion des avenants décrits ci-dessus, le montant des travaux s'élève à 67 262,88 € HT soit une augmentation de 6 142,82 € HT (10,05 % du montant du marché).

DECIDE

- **d'approuver les avenants au marché des lots n°1, n°2 et n°3 tels que détaillés ci-dessus ;**
- **d'autoriser M. le Maire à signer les avenants correspondants.**

La décision n° 019/2022 du 07 mars 2022, décidant l'avenant au marché de travaux « travaux d'agrandissement du Dojo »

Antoine DESFORGES, Maire de la Commune de VIC LE COMTE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121-29 ;

VU la délibération n°021/2021, en date du 22 mars 2021, approuvant le projet d'extension du Dojo ainsi que son plan de financement ;

Considérant la consultation d'entreprises et l'analyse des offres réalisées par l'agence BAK Architectes, maître d'œuvre sur cette opération ;

Considérant que les offres des entreprises suivantes ont été le mieux classées sur leurs lots respectifs :

LOT	TRAVAUX	Entreprise	Adresse	Prix en € HT
1	Gros Œuvre	LC METHODE	20 Avenue Joseph Agid 63130 ROYAT	51 989,30 €
2	Ossature Bois	CAILLAUD BOURLEYRE STRUCTURES	ZA de L'Argelier 43100 COHADE	19 818,26 €
3	Etanchéité	ABCEO	Rue de Pré Comtal 63100 CLERMONT FERRAND	6 119,00 €
4	Plâtrerie Peinture	ALEX BALZARINI	6 rue de la Cascade 63500 ISSOIRE	9 235,50 €
5	Electricité	VOMIERO	88 Avenue Jean Moulin 63200 MOZAC	4 198,67 €
6	Menuiseries ALU	PERRET et Associés	Zone de la Novialle 63670 LA ROCHE BLANCHE	13 248,00 €
TOTAL				104 608,73 €
			Soit montant total TTC	125 530,48 €

Vu l'avis favorable de la commission d'appel d'offres en date du 3 février 2022 consultée dans le cadre d'un avenant nécessaire pour la réalisation de travaux supplémentaires ;

Considérant que le lot concerné par cet avenant est :

- **Lot n°4 Plâtrerie Peinture** :

Plus-value n°1 : porte, cloison, doublage, plafond coupe-feu local stockage suite aux prescriptions du contrôleur technique : + 3 584,25 € HT

Soit une augmentation de 3 584,25 € HT

Après conclusion de l'avenant décrit ci-dessus, le montant des travaux s'élève à 108 192,98 € HT soit une augmentation de 3 584,25 € HT (3,43 % du montant du marché).

DECIDE

- **d'approuver l'avenant au marché du lot n°4 tel que détaillé ci-dessus ;**
- **d'autoriser M. le Maire à signer l'avenant correspondant.**

Le Conseil Municipal prend acte des décisions du maire citées ci-dessus.

M. BRAULT : en commission d'appel d'offres, une modification sur le lot 2 était prévue : une porte d'entrée entre le sas et le dojo, est-ce toujours d'actualité ?

Réponse M. le maire : en effet sur les portes il y a une modification car cela entraînait un supplément qui ne se fait donc pas.

I – FINANCES

N° 021/2022 Compte administratif 2021 et affectation résultat - Budget Général

Monsieur le Maire cède la présidence de l'Assemblée à Mme Cécile DURAND désignée par le Conseil Municipal conformément à l'article L 2121-14 du CGCT.

Il présente le compte administratif 2021 du budget Général c'est-à-dire les résultats de l'exécution du budget.

Il précise que l'instruction comptable M 14 prévoit un virement à la section d'investissement au moment du Budget Primitif, qui n'intervient réellement qu'après approbation définitive des résultats cumulés, par une décision d'affectation. Ainsi, il est donc normal que la section de fonctionnement fasse apparaître un résultat de l'exercice excédentaire et la section d'investissement un résultat déficitaire.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses de l'exercice	5 639 638,89 €
Recettes de l'exercice	6 341 071,65 €
soit un résultat de l'exercice de :	701 432,76 €
Reprise du résultat antérieur :	508 814,10 €
soit un résultat cumulé de :	+1 210 246,86 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses de l'exercice	2 388 317,55 €
Recettes de l'exercice	2 269 911,91 €
soit un résultat de l'exercice de	- 118 405,64 €
Reprise du déficit antérieur	- 760 700,42 €
Soit un résultat cumulé hors RAR	- 879 106,06 €
Solde des restes à réaliser	+ 274 659,00 €
Résultat cumulé avec RAR (besoin de financement)	- 604 447,06 €

L'affectation envisagée du résultat cumulé de fonctionnement au budget primitif 2022 est de :

604 447,06 € en recette d'investissement pour couvrir le déficit cumulé (*article 1068*)
605 799,80 € soit le solde, en excédent de fonctionnement reporté (*article R 002*)

M. Le Maire se retire de la séance conformément à l'article L2121-14 pour le vote du Compte Administratif.

Le Conseil municipal approuve donc à 20 voix pour et 5 abstentions (M. Paul BRAULT, Mme Catherine DAFFIX-RAYNAUD, M. Jean-François BLANC, M. Pierre SECRÉTANT, M. Dominique SCALMANA) :

- d'approuver le compte administratif 2021, en tout point conforme au compte de gestion visé par le Receveur Municipal, faisant apparaître les résultats détaillés ci-dessus.
- De décider l'affectation du résultat de fonctionnement cumulé tel que proposée ci-dessus.

Mme DAFFIX : mon analyse est différente de la vôtre, je vous en fais part. Je trouve dans la présentation hormis les chiffres qui sont incontestables il y a de quoi être septique. Le résultat est sur une vague, il y a une caf nette de 287 000 €, on voit qu'elle a été réalisée par un coup de frein des dépenses, ce qui est très bien et qui reste stable par rapport à 2020. Par une baisse également des dépenses car des événements n'ont pas eu lieu. Il y a une accélération des recettes, ce qui est un petit peu perturbant car dans ces recettes il y a des recettes qui ne sont pas pérennes comme les droits de mutation ainsi que les produits exceptionnels. Le résultat annoncé est moyennement rassurant tout de même, on voit bien que vous avez eu des difficultés à retrouver un seuil positif de cette caf.

Par rapport à cette caf, ce qui me gêne même si cela n'entre pas dans les règles de présentation, c'est que l'EPF SMAF qui représente + 80 000 €, et + de 120 000€ prévu en 2022, en terme d'information, car je ne conteste pas les chiffres, on pourrait dire plutôt que la dette s'établit à 5 777 000 +530 000 € (le capital restant dû) ce qui fait 6 315 000 et que la caf baisse de 6.3 et non 5.7. Je pense qu'il faut avoir beaucoup d'humilité devant cet exercice.

Réponse M. le maire : tout d'abord lorsque vous nous dites qu'il faut prendre cela avec prudence, c'est tout à fait l'état d'esprit de la majorité. Nous n'avancions pas avec des certitudes toutes faites, par exemple l'Etat n'a pas été capable cette année de nous verser le FCTVA, c'est-à-dire qu'il y a un tel retard dans les services de l'Etat que nous sommes passés à 2 doigts de ne pas percevoir cette recette. Autre exemple, la région nous promet des subventions les mois passent et toujours pas de décision annoncée.

Concernant la baisse des dépenses fonctionnement, il faut toujours avoir en tête que nous sommes un service public et qu'il faut faire tourner les écoles, la vie associative, etc, il faut donc trouver un point d'équilibre entre la qualité du service public et le fait qu'il faut maintenir le budget. Actuellement c'est encore un budget particulier, il y a effectivement des événements qui n'ont pas eu lieu, mais d'autres qui se sont déprogrammés puis reprogrammés compte tenu de la crise sanitaire. Par contre il y a beaucoup de remplacement de personnel qui n'était pas prévu surtout dans les écoles car il a fallu faire face aux différents protocoles, ceci a permis de ne fermer aucun établissement durant la crise.

Les fonds européens vont quant à eux se raréfier, il y aura donc moins d'opportunité. Concernant les droits de mutation, les estimations sont faites de manière très prudente.

L'EPF SMAF, même si les règles budgétaires concernant les collectivités se font d'après cette présentation. L'EPF SMAF est là pour aider les collectivités à porter des acquisitions importantes, il n'y a pas de décisions nouvelles lors de ce mandat, sachant que le foncier a vocation de sortir de l'actif.

En 2022 il y a donc de nouveaux services à la mairie, carte d'identité/passeport et France Services, ce qui va engendrer des coûts supplémentaires avec une compensation partielle de l'Etat.

N° 022/2022 Compte de gestion 2021 - Budget Général

Monsieur le Maire donne lecture des résultats du compte de gestion 2021 du budget général transmis par le Receveur Municipal faisant apparaître les résultats suivants :

- Section de fonctionnement

Résultat de l'exercice : + 701 432,76 €

- Section d'investissement

Résultat de l'exercice : - 118 405,64 €

M. Le Maire précise que le compte de gestion 2021 du Comptable est en tout point conforme au compte administratif de l'Ordonnateur et demande en conséquence de valider ce document.

Le Conseil municipal approuve donc le compte de gestion à 21 voix pour et 5 abstentions (M. Paul BRAULT, Mme Catherine DAFFIX-RAYNAUD, M. Jean-François BLANC, M. Pierre SECRÉTANT, M. Dominique SCALMANA)

N° 023/2022

Compte administratif 2021- budget restaurant le Comptoir de la Colombe

M. le Maire cède la présidence de l'Assemblée à Mme Cécile DURAND désignée par le Conseil Municipal conformément à l'article L 2121-14 du CGCT.

Il présente les résultats du compte administratif 2021 du budget annexe « restaurant de la chaussade »

Section de Fonctionnement

Dépenses de l'exercice	13 154,53 €
Recettes de l'exercice	19 128,08 €
soit un résultat de l'exercice de :	+ 5 973,55 €
reprise du résultat antérieur :	1 971,22 €
soit un résultat cumulé de :	7 944,77 €

Section d'investissement

Dépenses de l'exercice	14 447,79 €
Recettes de l'exercice	13 918,88 €
soit un résultat de l'exercice de	- 528,91 €
reprise du déficit antérieur	- 5 831,77 €
soit un résultat cumulé	- 6 360,68 €

M. le Maire propose donc l'affectation des résultats suivants

- **Article 1068 - affectation résultat capitalisé de fonctionnement (recette d'investissement) : + 6 360,68 € € (pour couvrir le déficit cumulé)**
- **Article R 002 – excédent de fonctionnement reporté (recette de fonctionnement) : + 1 584,09 € (soit le solde)**

M. Le Maire se retire de la séance conformément à l'article L2121-14 pour le vote des Comptes Administratifs.

Le Conseil municipal approuve donc à 21 voix pour et 5 abstentions (M. Paul BRAULT, Mme Catherine DAFFIX-RAYNAUD, M. Jean-François BLANC, M. Pierre SECRÉTANT, M. Dominique SCALMANA) :

- **d'approuver le compte administratif 2021 du budget annexe restaurant de la chaussade, en tout point conforme au compte de gestion visé par le Receveur Municipal, faisant apparaître les résultats détaillés ci-dessus.**
- **De décider l'affectation des résultats telle que proposée ci-dessus.**

N° 024/2022

Compte de gestion 2021 - Budget restaurant le Comptoir de la Colombe

Monsieur le Maire donne lecture du compte de gestion 2021 du Budget annexe du restaurant de la chaussade transmis par le Receveur Municipal faisant apparaître les résultats suivants :

- **Section de fonctionnement**
Résultat de l'exercice : **+ 5 973,55 €**

- **Section d'investissement**
Résultat de l'exercice : **- 528,91 €**

M. Le Maire précise que le compte de gestion 2021 du Comptable est en tout point conforme au compte administratif de l'Ordonnateur et demande en conséquence de valider ce document.

Le Conseil municipal approuve donc le compte de gestion à 20 voix pour et 5 abstentions (M. Paul BRAULT, Mme Catherine DAFFIX-RAYNAUD, M. Jean-François BLANC, M. Pierre SECRÉTANT, M. Dominique SCALMANA)

Conformément à l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le débat sur les orientations budgétaires a lieu dans le délai de deux mois précédant l'examen du Budget Primitif 2022.

Les conseillers municipaux ont été destinataires d'un rapport, joint en annexe à la présente délibération, portant sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport comprend également des données synthétiques sur la situation financière de la commune ainsi que des éléments d'analyse rétrospective et prospective.

Le Conseil Municipal prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire pour l'année 2022.

Mme PICARD : concernant les hypothèses d'inflation le choix est de rester sur 1.5%, les annonces actuelles sont plus à 4%.

Il n'y a pas de provision concernant le dégel du point d'indice de la fonction publique annoncé par l'Etat. Certains vont être déçus de ne pas voir un skatepark dans le programme d'investissement

Sur la commune il n'y a pas de panneaux communaux d'affichage que l'on peut voir dans d'autres communes qui permet l'expression des partis politiques et autres affichages.

Concernant la fibre, même si cela est de la compétence de la région, les communes ont la compétence générale et peuvent donc faire quelque chose, en revanche cela représenterait un coût pour la commune.

Réponse Laurent BEGON-MARGERIDON : concernant la fibre cela pose un problème interconnexion des réseaux, en effet le réseau est créé par la régie auvergne numérique, il faudrait donc recréer un réseau propre qui serait indépendant pour les 3 bourgs, il faudrait donc aller récupérer la fibre beaucoup plus long, le coût serait de plusieurs millions d'euros.

Réponse M. le maire : concernant le dégel du point d'indice, attendons le résultat de l'élection présidentielle, ensuite des négociations vont débiter afin de savoir s'il y aura une compensation de la part de l'Etat.

Sur l'affichage sauvage, il y a 4 bureaux de vote d'affichage officiel, ou les candidats peuvent afficher lors de la campagne électorale, mais en effet il n'y a pas de lieux d'affichage pour les associations ou pour l'expression populaire, il manque un affichage structuré. Une provision a été faite au budget de cette année.

Concernant le skatepark, la volonté politique pour cette année est de prévoir une enveloppe de 70 000 €. 20 000€ fléché sur une étude et la recherche de subvention sur ces aménagements urbains, plutôt prévu proche du bourg de Vic et de Longues.

Cette année un certain nombre d'aménagement vont être entrepris à hauteur de 50 000 € des jeux en plus, de lieux de vie.

Sur des projets plus ambitieux la première tranche sera prévue en 2023 pour le premier projet, et 2024 pour le second projet structurant.

Un appel à projet sur les 5 000 terrains de sports, à ce jour la commune n'est pas sûr d'être éligible.

M. BRAULT : pouvez-vous nous expliquer l'évolution de la participation de l'EPF SMAF passant de 80 000 à plus de 120 000€

Réponse M. le maire : Durant les dernières années les acquisitions qui ont fait bouger le positionnement de l'EPF SMAF : l'achat de terrains pour l'aménagement du parking Bargoin, l'acquisition de terrains vers la piscine, puis les terrains du Macharat (prévision de revendre ces parcelles aux familles avec l'ADGSGV).

M. BRAULT : quand est-il de l'acquisition des terrains de entreprise FAURE ?

Réponse M. le maire : cela nécessite un portage intermédiaire pour ce type d'acquisition qui est très lourde et complexe. Ce foncier tout comme les terrains du Macharat n'ont pas vocation à rester dans le patrimoine communale.

N° 026/2022

Adhésion à l'Aduhme avec Mond'Arverne

L'ADUHME est l'agence locale des énergies et du climat. Elle accompagne depuis plus de 20 ans les collectivités locales et autres acteurs des territoires du Puy de Dôme autour d'enjeux de transition écologique. Son ambition est d'aider les territoires à prendre le virage de la transition énergétique, travailler avec les collectivités locales sur la maîtrise de leurs consommations et dépenses d'énergie et enfin soutenir la diversification énergétique.

L'ADUHME a pour vocation de mutualiser entre les collectivités et les acteurs du territoire une expertise technique en matière d'efficacité et de diversification énergétiques. Le conseil et l'appui qu'elle dispense, portent sur une meilleure intégration des problématiques énergie-climat dans la définition des politiques publiques ainsi que dans l'acte :

- De construire de nouveaux équipements, d'entretenir et de rénover un patrimoine bâti,
- D'aménager le territoire (document d'urbanisme réglementaire, urbanisme opérationnel)

Depuis 2017, Mond'Arverne communauté adhère à l'ADUHME qui accompagne le territoire de manière très complète.

Cet accompagnement s'est fait au bénéfice de la communauté de communes, mais aussi des communes, l'ADUHME ayant désormais réalisé le profil énergétique de l'ensemble des communes de Mond'Arverne avec les diagnostics énergie des bâtiments communaux.

L'expertise de l'ADUHME devient indispensable dans notre capacité à mener nos politiques publiques. En effet, le contexte le montre avec la mise en application prochaine du décret tertiaire qui concernera un grand nombre de collectivités, la fin du fioul comme énergie de chauffage, l'avènement de la réglementation environnementale 2020, sans oublier les opérations phare comme SOLAIRE Dôme pilotée l'ADUHME.

Jusqu'à présent, Mond'Arverne communauté avait assurée l'intégralité de la cotisation à l'ADUHME afin de garantir une mise à niveau des communes du territoire par la réalisation des profils énergétiques pour les communes des anciennes communautés d'Allier Comté communauté et des Cheires.

Aujourd'hui, l'action de l'ADUHME est de plus en plus au bénéfice direct des communes pour l'accompagnement individualisé et sur projets.

C'est pourquoi, la conférence des 27 maires de Mond'Arverne communauté, réunie le 11 janvier dernier, a adopté le principe de mutualisation des interventions de l'ADUHME sur le territoire intercommunal, avec un partage de la cotisation annuelle, à hauteur de 50% pour l'intercommunalité, et 50% pour les communes ;

Pour les communes, la part des 50% est proratisée au nombre d'habitants.

Mond'Arverne communauté s'engage à rester l'interlocuteur « administratif » de l'ADUHME, et s'est donc engagée à conclure des conventions avec chaque des 27 communes, déterminant les parts communales de cotisation.

Pour la commune de Vic le Comte, la part de cotisation 2022 à l'ADUHME est de **2 189.26 €**.

Le Conseil Municipal décide donc à l'unanimité :

- **D'approuver les termes de partage de cotisation entre Mond'Arverne communauté et la commune de Vic le Comte, pour la cotisation 2022 à l'ADUHME,**
- **Et d'autoriser le maire à signer la convention.**

III. ACQUISITION et CESSION de BIENS

N° 027/2022

Acquisition parcelle pour alignement rue de Vignolat

Monsieur le Maire informe que dans le cadre de la division en lots de la parcelle ZB n°855 située rue de Vignolat à Longues, la commune souhaite acquérir les lots A2, B2 et C2 en vue de poursuivre l'élargissement de la rue de Vignolat dans sa troisième et dernière tranche de travaux de voirie.

Les documents d'arpentage établis par le géomètre évaluent la surface à acquérir à 114 m² selon le plan d'arpentage ci-joint.

Un accord de principe a été trouvé avec le propriétaire sur un prix de vente de 95 €/m².

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- **De décider l'acquisition par la commune des lots A2, B2 et C2 issus de la division de la parcelle ZB n°855, au prix de 95 € le m² pour une surface totale de 114 m² soit un prix**

d'acquisition s'élevant à 10 830 € auquel il faudra rajouter les frais de notaire à la charge de la commune, considérant que cette acquisition est nécessaire à l'élargissement futur du rue de Vignolat ;

- De donner pouvoir au Maire pour signer l'acte de vente à intervenir avec la propriétaire Mme SOULEYRE née MASSARO Marie-Françoise et tous documents y afférant.

IV- VRD – URBANISME – EQUIPEMENTS

N° 028/2022 SIEG : complément réfection d'éclairage public terrain d'entraînement de football

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la mise en place d'une commande centralisée de l'éclairage des 2 terrains d'entraînement de football peut être rattachée à la convention « rénovation et modernisation du terrain d'entraînement existant de football du stade André Boste »

Cette commande centralisée permet de choisir plusieurs modes d'éclairage : compétition, entraînement et de faire des économies d'énergie.

A terme, ce système pourra permettre de piloter à distance ces éclairages et d'intégrer un jour l'éclairage du terrain d'honneur et de la piste.

Un avant-projet de ces travaux d'éclairage public a été réalisé par le Syndicat Intercommunal d'Electricité et de Gaz du Puy-de-Dôme auquel la commune est adhérente.

L'estimation des dépenses correspondant aux conditions économiques actuelles s'élève à **10 000 € HT**.

Conformément aux décisions prises par son Comité, le SIEG peut prendre en charge la réalisation de ces travaux en les finançant et en demandant à la Commune un fonds de concours déduction faite de la subvention obtenue de l'Agence Nationale du Sport (34.5%) égal à 50% du montant estimatif des travaux soit :

- 3 275 €

Cette participation sera revue en fin de travaux pour être réajustée suivant le montant des dépenses résultant du décompte définitif.

Monsieur le Maire précise que la totalité de la TVA grevant ces dépenses sera payée et récupérée par le SIEG (fond de compensation pour la TVA).

A titre d'information le tableau ci-dessous met en évidence l'impact de cette subvention sur le montant de la participation aux travaux qui serait appelée auprès de la collectivité.

	Modalités classiques	Modalités avec France Relance
Montant de travaux HT	10 000 €	10 000 €
Part Agence Nationale du Sport – France relance	0 €	3 450 €
Part Collectivité	5 000 €	3 275 €

Par conséquent, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'approuver l'avant-projet des travaux d'éclairage public présentés ci-dessus ;
- De demander l'inscription de ces travaux au Programme 2022 du SIEG ;
- De fixer le fonds de concours de la commune au financement des dépenses à 3 275 € et d'autoriser Monsieur le Maire à verser cette somme, après réajustement en fonction du relevé métré définitif, dans la caisse du Receveur du Syndicat Intercommunal d'Electricité et de Gaz du Puy-de-Dôme ;
- De prévoir à cet effet, les inscriptions nécessaires au budget 2022